

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 106.534 du 14 mai 2002

A. 110.014/XI-15.469

En cause :

S.P.R.L. TADI,

ayant élu domicile chez
Me B. NOTEBAERT, avocat,
rue des Ateliers 2
7140 Morlanwelz,

contre :

1. la Commission des jeux de hasard,

ayant élu domicile chez
Me FAUCONNIER, avocat,
rue T'Serclaes de Tilly 51
6061 Montinies-sur-Sambre

2. l'Etat belge, représenté par

le ministre de la Justice,
ayant élu domicile chez
Me FAUCONNIER, avocat,
rue T'Serclaes de Tilly 51
6061 Montinies-sur-Sambre.

LE PRESIDENT DE LA XI^e CHAMBRE DES REFERES,

Vu la demande introduite le 7 septembre 2001 par la société privée à responsabilité limitée TADI, qui tend à la suspension de l'exécution de "la décision prise le 27 juin 2001 par la Commission des jeux de hasard, de ne pas lui octroyer la licence de classe B nécessaire à l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II, situé à Saint-Ghislain, rue Grande 47";

Vu la requête introduite simultanément par la même requérante qui demande l'annulation de la même décision;

Vu le dossier administratif et la note d'observations de la partie adverse;

Vu le rapport de M. THIBAUT, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 10 janvier 2002 fixant l'affaire à l'audience du 8 février 2002;

Vu la notification aux parties du rapport et de l'avis de fixation à l'audience;

Entendu en son rapport M. MESSINNE, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me B. NOTEBAERT, avocat, comparaisant pour la partie requérante, et Me F. FAUCONNIER, avocat, comparaisant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. THIBAUT, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il résulte des débats que la requérante a décidé sa liquidation volontaire et reconnaît n'avoir plus d'intérêt à poursuivre son recours,

D E C I D E :

Article 1er.

La demande de suspension est rejetée.

Article 2.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XI^e chambre des référés, le quatorze mai deux mille deux par :

M.	MESSINNE,	président de chambre,
M.	DJERBOU,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,

Le Président,

S. DJERBOU.

J. MESSINNE.